

Afghanistan 2001-2010. Chronique d'une non-victoire annoncée ne passa pas inaperçu lors de sa sortie éditoriale en mars 2010. Etude pionnière en histoire immédiate sur ce sujet brûlant, cet essai du professeur Jean-Charles Jauffret fut récompensé par le prix du livre de Verdun en novembre de la même année. Ses mérites étaient d'ouvrir la voie d'un vaste champ d'étude pour les historiens désireux de poursuivre ce sillon, tout en présentant au grand public l'engagement des soldats français, les enjeux autour de cette guerre et les perspectives envisageables pour en sortir de la meilleure façon possible. Ce travail rencontra - nous pouvons en témoigner - plus qu'un succès d'estime auprès de nombreux militaires français engagés dans le conflit, qui trouvèrent pour la première fois dans la littérature grand public, un ouvrage s'attachant à retranscrire aussi fidèlement que possible la situation sur le terrain. Il est vrai que Jean-Charles Jauffret, spécialiste de l'histoire militaire coloniale et directeur du master « Histoire militaire, Défense et géostratégie » à l'IEP d'Aix-en-Provence, est l'un des grands connaisseurs universitaires du monde militaire.

✘ C'est donc avec une certaine impatience que nous nous apprêtons à découvrir la nouvelle édition revue et augmentée de cet ouvrage, intitulé **La Guerre Inachevée. Afghanistan 2001-2013**. Une courte introduction souligne d'emblée au lecteur l'ambition de ce volume. Elle est de mener une réflexion sur ce conflit et de faire un bilan de l'engagement français. C'est un témoignage érudit sur une histoire en train de se faire. Elle en expose aussi les limites inhérentes à cet exercice : « [personne ne sait pas] *comment tout cela risque de finir* » (p 12). Enfin, elle pose une série de questions importantes sur la pertinence des modèles historiques à étudier pour penser la contre-insurrection à l'ère post-coloniale. Elle s'interroge sur l'efficacité des différentes réponses (politiques, diplomatiques, militaires, humanitaires, etc.) développées par l'Occident en Afghanistan, face à un adversaire dont les succès sont immanquablement le miroir de nos faiblesses. Encore faut-il vouloir prendre le temps de les observer...

Les principales analyses qui ont fait la réussite du premier opus sont toujours présentes. Bien entendu, elles ont été enrichies par les derniers prolongements du conflit. De l'histoire de l'Afghanistan à une analyse géopolitique de la région, en passant par une description de la nature, des techniques et des procédures d'un adversaire « polymorphe », l'auteur balaie de nombreux champs. Il n'oublie pas de proposer à la sagacité du lecteur une analyse dans le temps des étapes de ce conflit depuis 2001, tout en incluant un long développement sur l'engagement français. A la veille de leur retrait, l'historien propose de faire le bilan des actions des forces françaises sur le terrain. Il met en lumière l'émergence d'une culture de guerre qui s'est forgée au contact de ce théâtre d'opération exigeant. Il emprunte d'ailleurs certains aspects de son imaginaire aux conflits coloniaux, dont nous voyons à nouveau se diffuser le langage parfois fleuri. Terrain d'expérimentations tactiques et technologiques de tout ordre, cette « campagne d'Afghanistan » deviendra-t-elle celle qui aura vu la dernière génération du feu ? Dans tous les cas, nous pouvons d'ores-et-déjà affirmer que cette génération, forgée par une expérience commune des opérations interarmes en situation de guerre, est celle qui œuvre dans les opérations actuelles au Mali.

A retenir tout particulièrement, les riches développements consacrés aux étapes de l'engagement militaire occidental en Afghanistan. L'auteur démontre comment les efforts

entrepris sous la présidence Obama par les généraux McChrystal et Petraeus, pour reproduire un « *surge* » à l'irakienne, se soldent par des échecs que peine à masquer par la communication de l'OTAN. En outre, depuis le 2 mai 2011, l'élimination physique d'Oussama Ben Laden ouvre une porte de sortie pour une coalition, qui précipite les opérations de transferts d'autorité à l'ANA dès l'été. Ce travail de chronologie, de mise en cohérence et d'analyse des événements successifs, constitue une plus-value certaine de cette version actualisée. Enfin, la lecture de l'ensemble du chapitre concernant l'engagement français, qu'il concerne les différentes phases militaires, la culture de guerre ou l'hommage aux blessés et aux morts, est très fortement recommandée (p 205-253). L'auteur retient particulièrement la date du 30 décembre 2009 et la prise en otage des deux journalistes de France 3 en Kapisa, comme étant celle d'un coup d'arrêt aux opérations de contre-insurrection dans la zone de responsabilité française. Enfin, cet essai se ponctue par une analyse des solutions qui auraient pu être mises en avant pour garantir l'avenir de ce pays où tout est désormais possible, entre le spectre du retour de la guerre civile et l'espoir d'une paix possible.

Soyons clair, la lecture de cet ouvrage remanié nous semble indispensable pour tout historien souhaitant traiter de la guerre en Afghanistan. Comme son prédécesseur, il pose des bases très solides (chronologiques, thématiques, etc.) pour de futures analyses sur le conflit, enrichies par d'autres sources. Les annexes contiennent un lexique appréciable pour qui souhaite comprendre le langage militaire contemporain, nourrit de sigles et autres termes issus du sabir « otanien ». Une bibliographie succincte et un recueil de sources sont aussi présents. Pourtant, on peut regretter la suppression de la chronologie présente dans la première édition, mais cet outil, consubstantiel du travail de l'historien, a disparu sans doute au profit de notes de bas de pages plus abondantes et fournies. Toutefois, l'éditeur a fait le choix de reléguer celles-ci en fin d'ouvrage, ce qui a tendance à rendre la lecture parfois un peu inconfortable. Enfin, une carte de l'évolution des implantations militaires françaises et quelques illustrations iconographiques auraient pu être un « plus » appréciable pour le lecteur non spécialiste.

En conclusion, et en période de promulgation imminente du Livre Blanc, cet ouvrage de référence vient aussi souligner l'échec d'une stratégie s'appuyant, au final, essentiellement *in fine* (en dépit de l'activité inlassable des troupes présentes sur le territoire) sur la neutralisation (arrestation, élimination) de chefs insurgés par les forces spéciales. Elle vise à garantir une meilleure transition de la responsabilité aux forces de sécurité afghane et à permettre aux forces occidentales de se désengager. En portant l'effet majeur sur l'insurrection (et non sur la population), loin d'éteindre les causes d'un conflit, elle en alimente paradoxalement le foyer. A l'heure où la tentation du repli sur soi est partout présente, l'Afghanistan rappelle aussi que le « tout forces spéciales » ne peut être la solution unique pour garantir les futurs succès des armes de la France, l'alpha et l'oméga d'une politique de défense. On sait bien depuis la bataille d'Alger qu'au cœur de la problématique de la contre-insurrection demeure la question de la « fin et des moyens » et de nos valeurs. La guerre en Afghanistan n'aura pas permis, malheureusement, de trancher ces épineuses questions.

Christophe Lafaye

Editions Autrement, Paris, 2013, 352 p, 24 €.

Nous avons demandé à Jean-Charles Jauffret de bien vouloir répondre à quelques

questions complémentaires :

Question : Entre la parution de la première édition de votre livre et sa nouvelle version augmentée, la situation internationale et la situation militaire ont profondément évolué en Afghanistan et dans la grande région. Quels sont selon vous les principaux événements qui interagissent sur l'agissent durant ces presque trois années sur l'action de la coalition internationale ?

Réponse : Entre 2010 et 2013, la guerre est allée en crescendo pour un résultat nul ou même négatif si l'on tient compte du terrain regagné par les taliban qui, à la fin de 2012, contrôlaient entièrement 152 des 398 districts afghans. De sorte que d'une « non-victoire annoncée » on est passé à une « guerre inachevée », pas encore perdue, certes, tant que l'administration Karzaï tient. A la condition expresse que les Etats-Unis et l'OTAN le soutiennent en maintenant des bases (Hérat, base CIA, Bagram sans doute, mais interrogations pour Kandahar en terre pachtoun), leurs forces spéciales, toujours très actives (en moyenne de 400 opérations/semaine en 2012), tout en offrant un soutien aérien et l'arme sournoise des drones armés (un tir tous les quatre jours en moyenne en zone dite tribale des deux côtés de la frontière avec le Pakistan). L'erreur a été d'appliquer la contre-insurrection trop tard, à partir de 2006 seulement parce que l'Irak était prioritaire. Puis, dès la mort de Ben Laden, le 2 mai 2011, de ne plus vraiment croire à la politique de « gagner les cœurs et les esprits » en redonnant la priorité au contre-terrorisme par mesure d'économie, tout en maintenant au bout de bras et de milliards de \$ le premier narco-Etat de la planète. Rien n'est cependant encore joué : est-ce donc l'Afghanistan du village planétaire ou le régime féodal des taliban qui l'emportera in fine ?

Question : Selon les chiffres généralement admis, quelques 60.000 soldats français seraient « passés » par l'Afghanistan à l'occasion d'au moins un mandat. En quoi et comment ce riche ensemble d'expériences individuelles et collectives peut-il marquer l'armée française d'aujourd'hui et de demain ?

Réponse : Le Mali constitue le plus efficace des retours d'expériences jamais appliqués par l'armée française après la très riche expérience afghane. Les « Afghans » y font florès et ne se laissent pas surprendre, tel le combat d'Imenas du 92^e RI, le 1^{er} mars dernier, sorte d'anti-Uzbin dans la région de Gao. C'est dire que le savoir-faire français a eu tout à gagner de l'Afghanistan, de l'entraînement des hommes disposant un matériel performant (le VBCI, le 155 mm Caesar, le Tigre, etc.) ou remis à neuf, tel l'AMX 10 RC. La campagne d'Afghanistan a permis d'infirmer le « machin » des compagnies tournantes, c'est bien l'esprit de corps d'une unité déployée qui permet d'être le plus efficace. Elle a replacé l'homme au centre du combat et de la contre-insurrection, les matériels étant là pour le servir et non l'inverse. Ce qui veut dire, Afghanistan et Mali réunis, qu'il est impératif d'arrêter de dégraisser les effectifs pour être encore crédible en projection de puissance. Il ressort de ces deux campagnes, selon le jugement du colonel John Nalg, un des maîtres de la contre-insurrection aux Etats-Unis, qu'il n'y a plus qu'une seule armée de terre crédible en Europe, l'armée française. Que les politiques méditent cette leçon...

Question : En tant qu'universitaire spécialiste des questions de défense, quels

seraient selon vous les enseignements les plus pertinents à retenir de plus de dix ans d'intervention sur ce théâtre d'opérations ?

Réponse : Le premier enseignement, c'est qu'il faut toujours tenir compte des leçons du passé et de la géopolitique d'un pays. Par vengeance du 11 septembre, les Etats-Unis se sont aventurés dans un pays-château-fort sans en percevoir tous les pièges ni les antécédents. La deuxième leçon concerne les limites du tout-matériel en contre-insurrection. Les armées françaises et britanniques ont été les plus efficaces dans ce domaine en raison de leur longue tradition coloniale et de leurs expériences en OPEX. L'Afghanistan, fort d'une culture de guerre spécifique (expressions, sentiments, traumatismes de guerre, etc.), c'est le rappel que pour maîtriser l'espace, encadrer une population, créer des forces de sécurité locales crédibles, il faut des hommes. On redécouvre que le combat en montagne dans un pays peu boisé est rarement urbain et nécessite une dispersion sur le terrain. La coalition a cruellement manqué d'effectifs pour quadriller le pays ; les drones n'ont pas suppléé à tout. Cette campagne montre les limites des petites armées de métier engagées dans un conflit asymétrique à long terme, qui a déjà duré plus que les guerres d'Algérie, du Vietnam ou d'Irak. La troisième leçon est que l'on ne peut mener une guerre coûteuse en vase clos. Pour les opinions publiques occidentales, dès 2008, la défaite était consommée. Le lien armée-nation en ressort fragilisée ; les politiques n'ont pas su expliquer ce que la coalition allait faire au pays de l'insolence et se sont retrouvés sans « munitions » une fois Ben Laden éliminé.

Question : Et finalement, « tout cela pour quoi ? »

Réponse : Du côté positif : la disparition de Ben Laden (il aura fallu attendre dix ans !) et l'affaiblissement d'Al-Qaida. Le second mérite de la coalition a été de tenir en respect les puissances régionales ayant des intérêts géostratégiques et économiques (Iran, Chine, Inde, Pakistan), tout en permettant, malgré le pillage de l'aide internationale, à l'Afghanistan d'accéder à la modernité par la construction de routes, d'hôpitaux, d'universités... Mais force est de constater qu'en 2013, le pire est prévisible. Les seigneurs de la guerre de l'administration Karzaï ont, à la fois, mis leur fortune à l'abri au Qatar et dans les Emirats Arabes Unis, et fourbissent leurs armes (reconstitution de l'Alliance du Nord) pour un prochain affrontement avec des factions rivales au départ des coalisés. L'Afghanistan est un crève-cœur : entre mars 2012 et mars 2013, 3 000 soldats et policiers afghans ont été tués, presque autant que la coalition depuis 2001. Pour l'année 2012, 304 officiels afghans, dont des gouverneurs de provinces, ont été tués, soit une augmentation de 700% par rapports aux années précédentes. La guerre civile a déjà commencé. Si les taliban reconstituent, à terme, l'Emirat islamique d'Afghanistan, dans ce cas nos soldats seront morts pour rien.

Question : et les Afghans ?

Réponse : Ils sont les premiers concernés. Le village fortifié afghan a des richesses encore inexploitées ne le condamnent plus à l'isolement. Le bilan de la coalition est positif sur ce plan de l'ouverture. Ces juges, médecins, officiers, administrateurs formés à l'école de l'Occident seront autant de promoteurs de modernité. Kaboul fait figure de mégalopole avec ses centres commerciaux et ses embouteillages. « Surfant » sur internet, à l'écoute d'Al-Jazira et maniant Twitter et Facebook, les jeunes citadins croient en l'avenir de leur nation-arlequin, hors de l'emprise des taliban et de leur modèle médiéval. Les Afghans eux-mêmes ont une arme

secrète : leur jeunesse. En effet, 65% de la population ont moins de 25 ans. De jeunes entrepreneurs, des députées de la Chambre basse, les démocrates qui entourent le Dr Abdullah Abdullah ou Ahmed Zia Massoud qui propose une assemblée représentatives de toutes les ethnies, croient au XXI^e siècle. En août 2011, Hamid Karzaï annonce qu'il ne briguera point un troisième mandat présidentiel pour les élections de 2014. Si son frère se présente, cela reconduirait le système maffieux actuel et le régime présidentiel où le chef de l'Etat gouverne sans Premier ministre. Mais on peut rêver d'un premier vrai débat politique et, peut-être, la venue d'un homme nouveau digne de confiance, tel le Dr Abdullah Abdullah, Tadjik époux d'une Pachtoune ? L'écrivain Atiq Rahimi espère qu'en écho du « printemps arabe » l'optimisme de l'action l'emportera sur le pessimisme de l'intelligence. Et ce, lors d'une émission sur France-Culture consacrée à l'Afghanistan, à laquelle j'ai eu l'honneur de participer en compagnie de témoins afghans : « La démocratie est une valeur-lumière, elle appartient à l'humanité, nous Afghans avons droit à la liberté ».

Source : [Guerres & Conflits XIXe - XXIe siècle](#)